

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Le Canada se situe au 27^e rang sur 34 pays membres de l'OCDE quant au niveau de protection de son régime public de pensions.⁸



Le Collectif 8 mars,
Agence: Upperkut.
Direction artistique et design
graphique : Noémie Darveau

RRQ – les femmes, les plus perdantes...

Ayant refusé de signer l'entente entre Ottawa et les provinces concernant la bonification des régimes publics de retraite, Québec consultait récemment sur une réforme majeure du Régime de rentes du Québec (RRQ).

Loin d'être réjouissantes, ses propositions sont inférieures à celles – déjà très timides -- qui prévaudraient ailleurs au Canada, et les femmes seraient, encore une fois, les grandes perdantes à cause...

- du seuil de revenus proposé à partir duquel les minces améliorations pourraient être appliquées, soit 27 450\$... ce qui exclurait plus de 6 femmes sur 10 (et près d'un homme sur 2);
- de la hausse de l'âge de la retraite. Pour diverses raisons – comme la précarité de leurs emplois, la pénibilité de leur travail, le fait qu'elles constituent environ 80% des personnes proches aidantes ou autres -- plus de femmes que d'hommes prennent leur retraite avant 65 ans, et elles sont moins nombreuses qu'eux à la reporter après 65 ans. Pour les mêmes raisons, elles seraient davantage frappées par une hausse de pénalité pour la prise de retraite anticipée⁹;
- de la diminution de la rente de conjoint survivant de moins de 65 ans; huit fois sur dix, les femmes en sont les principales bénéficiaires!¹⁰

Encore une fois, contrairement à ses engagements de 1995, le gouvernement du Québec n'a pas fait d'analyse d'impact différenciée selon le sexe avant de présenter sa proposition. S'il l'avait faite, il se serait aperçu du fardeau supplémentaire de son projet de réforme sur les femmes.

Services de garde éducatifs publics et de qualité – une nécessité pour les travailleuses

Il y a 20 ans, le Québec se dotait d'une politique familiale intégrant un réseau de services de qualité : donner à tous les enfants des possibilités égales de réussite scolaire, favoriser la conciliation travail-famille, promouvoir l'égalité pour les femmes et la participation des femmes au marché du travail...

Depuis 2003 et surtout depuis l'élection du gouvernement Couillard en avril 2014, l'intégrité de notre réseau public est minée, que ce soit au niveau de son financement, de ses structures, de son développement, de l'accessibilité et de la qualité des services, de leur privatisation, du coût pour les parents, des emplois majoritairement occupés par des femmes, etc. Ils sont réduits à une « dépense » comptable au lieu d'être considérés pour ce qu'ils sont : des investissements, pour l'avenir de nos enfants, pour l'égalité entre les sexes, pour les familles, pour l'économie...

La FTQ continuera de soutenir son maintien, son parachèvement et son amélioration tout en s'opposant à sa privatisation. Vigilance pour le maintien et l'amélioration de ce bien commun indispensable au Québec, et pressions politiques accrues pour qu'il puisse être réellement accessible pour toutes les travailleuses du Québec.

⁸ G. Bourque, *Pensions : les régimes publics canadiens peuvent être plus généreux*, Fiche technique, IREC, no 11, janv. 2017.

⁹ Conseil du statut de la femme, *Les femmes et la retraite : perspectives pour elles du projet de réforme du Régime de rentes du Québec*, mémoire, Québec, 2017, p. 20.

¹⁰ CSF, *op. cit.*, p. 21.